

TLEMCEN

Les filles de Saint Benoît à la recherche de leur enfance

Elles sont âgées entre 6 et 19 ans, elles viennent de toutes les régions du pays : d’Oran, de Tiaret, de Saïda et même du Sud-Ouest, notamment de la wilaya de Béchar.

Elles sont au nombre de 37 à trouver refuge au centre spécialisé de protection pour filles de Birouana. Fatima, Z’hour, El-Batoul, Samira, on les appellera comme ça, ont chacune leur propre histoire souvent liée à un drame familial, divorce, mésentente des parents, échec scolaire et autres aléas de la vie.

A la veille de la Journée mondiale de l’enfance, les pensionnaires du centre de Birouana ont célébré l’évènement à leur manière, elles ont surtout voulu rappeler leur existence à ceux qui les ont oubliées et parfois même rejetées. Nous leur avons rendu visite.

Ce centre, situé sur les hauteurs de Birouana, abritait à l’époque la petite communauté chrétienne de Saint Benoît. Isolé de la ville, c’est l’endroit idéal pour offrir à cette enfance malheureuse un tant soit peu de sérénité. Malgré l’apparence austère des lieux, le centre est très

bien entretenu, tout est propre et on est tout de suite plongé dans une atmosphère familiale. Les filles du centre ont réussi à créer leur propre univers, l’univers de l’enfance, cette enfance qu’elles n’ont pas pu avoir au sein de leurs familles. Placées par un juge des mineurs jusqu’à leur majorité, certaines suivent une scolarité normale dans les établissements scolaires, d’autres une formation professionnelle.

Pour le directeur de ce centre, le véritable problème c’est l’insertion de ces jeunes filles dans la vie active, car, à l’âge de 19 ans, il va falloir quitter ce centre pour qu’il puisse accueillir d’autres filles en détresse et l’établissement ne dispose que de 30 places. Il arrive qu’on garde ces adolescentes au niveau du centre quand elles n’ont plus de familles d’accueil, car il est impossible de les livrer à la rue. Là se pose avec acuité le problème de l’insertion de cette enfance abandonnée. Bien sûr, la

responsabilité des pouvoirs publics est engagée et les possibilités existent pour une réelle prise en charge de cette frange de la population. L’entretien avec le personnel pédagogique nous renseigne sur la difficulté de la période d’observation. A l’arrivée de l’enfant au centre, pendant une durée de 3 mois, on essaye de réorienter l’enfant vers son milieu familial en discutant avec les parents.

Dans certains cas, la réintégration se fait sans problème avec l’aide du centre qui continue à prêter assistance aux parents qui eux-mêmes sont en difficulté. Toutefois, il arrive que des familles qu’on peut qualifier de normales abandonnent leur progéniture parfois pour des futilités, nous expliquent le pédagogue du centre. Il est évident que les conditions sociales sont parfois les véritables raisons de cette déchirure, mais il y a aussi l’incompréhension et parfois l’intolérance du milieu conservateur. Que dire de ces parents qui renient leur propre fille pour une simple fugue parfois ? Comment peut-on

permettre une telle démission parentale au regard de la loi et des droits de l’enfant reconnus universellement.

Quand on étudie les divers cas de placement par la justice au centre de Birouana, on est en droit de se poser beaucoup de questions sur les responsabilités des uns et des autres. Mais fort heureusement la vie finit parfois par reprendre le dessus et des ex-pensionnaires de Saint Benoît arrivent à s’en sortir. Certaines sont aujourd’hui mères de famille et reviennent souvent au centre pour une visite de courtoisie et surtout en signe de reconnaissance et de solidarité.

Les grandes vacances approchent, tous les établissements scolaires et centres de formation fermeront leurs portes à la fin des examens. Le CSP de Birouana restera ouvert et pour cause, Samira, Amina, Fatiha et les autres n’ont d’autres univers que ce centre où elles passeront toute leur enfance en attendant d’avoir et de vivre leurs 20 ans comme toutes les jeunes filles dans le monde.

M. Zenasni

GUELMA

La garderie communale à l’abandon

La nouvelles garderie d’enfants de l’APC de Guelma-ville, qui a ouvert ses portes cette année 2009, située à la cité Emir-Abdelkader, dans la cité des Frères Rahabi, en bas de la ville, est dans un état qui ne lui permet pas d’assurer convenablement sa mission de prise en charge effective des enfants.

C’est ce que relèvent des parents que nous avons rencontrés sur les lieux qui ont inscrit leurs enfants dans cette structure communale, dépendant du service social d’une APC mosaïque de 23 élus. «La garderie est totalement abandonnée, livrée à elle-même. Aucune commodité n’est offerte aux bambins», affirment ces derniers en colère. Les parents s’insurgent particulièrement contre le manque d’hygiène. Selon ces derniers avec qui nous nous sommes

entretenus, ils accusent les responsables concernés de «négligence» puisque, disent-ils, «dans cette garderie communale, il n’y a même pas de poubelles. Elle est gérée par des personnes qui ne disposent d’aucune qualification dans le domaine.

Le personnel employé n’est souvent pas formé pour prendre en charge nos enfants non encore scolarisés». Selon l’arrêt ministériel datant de l’année 2000, les crèches et les garderies pour enfants doivent être équipées en matériels nécessaires pour la lutte contre d’éventuels incendies et en médicaments pour les premiers soins. Le directeur d’une garderie doit avoir le diplôme de médecin, psychologue, psychopédagogue, sage-femme, infirmier, enseignant, éducateur qualifié ou assistante

sociale. Alors que dans cette garderie communale, c’est l’anarchie totale qui règne en maître des lieux. Les parents mettent à l’index les élus locaux de la mairie de Guelma-ville, qu’ils accusent de laxisme, pour l’ouverture de cette structure sans la réception finale des travaux : absence de climatisation dans les salles, manque d’espace de jeux et de distractions et l’inexistence d’une ligne téléphonique fixe... «Nos élus sont loin de se soucier du maintien du service public et du minimum de qualité de prestations à offrir à nos enfants», nous dira une enseignante venue chercher son enfant. A noter que les parents d’enfants de cette garderie communale de la cité Emir-Abdelkader comptent saisir le wali de Guelma à ce sujet.

A. Boudeffa

TIZI-OUZOU

L’université en quête de partenariat

Le laboratoire d’analyse et de modélisation des phénomènes aléatoires, Lampa, de la faculté de génie électronique et informatique de l’université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou a organisé, les 30 et 31 mai derniers, ses premières journées scientifiques.

Cependant, celui-ci peine à s’ouvrir sur les entreprises et autres organismes de l’Etat qui sont les secteurs utilisateurs potentiels des nombreuses applications et études développées depuis sa création en 2001. «Et ce n’est pas faute de les avoir solliciter», se plaint le Pr Ameur Soltane, le directeur de ce laboratoire spécialisé dans le domaine de l’électronique et du traitement du signal et de l’image, et qui développe des recherches et des techniques applicables aux problématiques de l’environnement, aux énergies renouvelables, à l’agriculture ainsi qu’au traitement de données médicales. «Rares sont ceux qui sont venus», poursuit l’universitaire pour qui les exposés et les papiers présentés lors de la présente rencontre scientifique organisée par le laboratoire qu’il dérive pourraient susciter des opportunités de partenariat.

Mais si la proposition de partenariat faite par le représentant de l’Office national de météorologie faite, lors de la journée scientifique, à un chercheur du Lampa qui a présenté une communication sur

l’analyse des variations climatiques suffisent à nourrir l’optimisme de M. Ameur Soltane, il reste que la recherche et les nombreuses applications de laboratoire ne suscitent pas, pour l’heure, l’intérêt des entreprises et autres organisations du secteur socioéconomique dont les financements constituent un apport

non négligeable pour le développement de la recherche et l’épanouissement des chercheurs, comme cela se fait sous d’autres cieux. Pour l’heure, l’Etat reste le seul bailleur de fonds de la recherche et des chercheurs, à travers le budget universitaire y affèrent. La coopération avec les universités étrangères constitue un facteur essentiel pour la valorisation des chercheurs qui ont ainsi «accès aux plateformes de laboratoires de haut niveau disponibles au niveau de ces

universités», comme l’a souhaité un enseignant chercheur lors de la rencontre scientifique de samedi dernier, au programme de laquelle plus d’une trentaine de communications sont inscrites et qui seront présentées par des enseignants chercheurs appartenant à ce laboratoire ainsi que par des chercheurs venus de certains laboratoires universitaires français liés par des conventions de partenariat avec l’université de Tizi-Ouzou.

S. A. M.

Les commerçants de Tigzirt paralysent la ville

Les commerçants de Tigzirt ont observé, hier, une grève générale, appuyée d’un sit-in devant le siège de la daïra. Ils protestent, entre autres, contre la fermeture, depuis plus d’une décennie, de la RN24 reliant Tigzirt à Dellys (Boumerdès) et celle de l’avenue Ahmed Chaffai (la principale artère), chaque soir, au niveau de l’ancien commissariat, et à propos des impôts et autres taxes d’assainissement qu’ils estiment exorbitants.

Cette grève, la deuxième après celle du 25 mai dernier, a été décidée lors de l’assemblée générale de l’Association des commerçants de Tigzirt (ACT)du 18 mai, à laquelle ont pris part plus de 200 personnes. «Pour la réouverture de la RN24», «Oui pour un allègement fiscal», «Oui pour le développement de Tigzirt» et «Non à la compromission de la saison

estivale», lit-on sur des banderoles brandies lors du sit-in observé de 10h à 11h30 devant le siège de daïra. Par ailleurs, et devant le refus du chef de daïra de nous recevoir avec la délégation des commerçants qui lui a remis une plate-forme de revendications, nous sommes dans l’impossibilité de rapporter ce qui a été dit lors de cette rencontre.

Du compte-rendu fait par un membre de cette délégation aux protestataires, on ne retient qu’une chose : selon lui, le chef de daïra leur a fait savoir que certaines revendications dépassent ses prérogatives ; «par contre, et toujours selon ce membre, leur interlocuteur s’est engagé à régler tous les problèmes relevant de sa compétence.

K. Bougdal

BOUMERDÈS

Séminaire sur les relations université-entreprise

Comment rentabiliser au mieux les relations interuniversités, d’une part, et celles entre l’université et son environnement, notamment la sphère économique et les collectivités territoriales, d’autre part ? C’est dans la perspective de trouver des éléments de débat et de réponse que l’université M’hamed-Bougara de Boumerdès (UMBB) a organisé une journée d’étude sur les relations université/entreprise.

La participation a été rehaussée par la présence des chercheurs en chef algériens, français et tunisiens. Le centre de recherche et de développement de l’électricité et du gaz Credeg, dépendant de la Sonelgaz, la direction de la recherche et de la revalorisation de l’université de Pau et des pays de l’Adour UPPA (France), ainsi que l’Ecole supérieure des sciences et techniques de Tunis ont apporté leur contribution fort remarquée. De son côté, l’Ansej a donné des indications se rapportant à la création de micro-entreprises. Cette rencontre de réflexion concernant les expériences des uns et des autres a été axée particulièrement sur le partenariat avec les entreprises industrielles, le développement durable et les collectivités locales. Le troisième thème se rapporte à la production des énergies renouvelables. A cette occasion, l’université M’hamed-Bougara et l’Union professionnelle de l’industrie automobile et mécanique (UPIAM) ont signé une convention cadre pour une collaboration dans le domaine de l’industrie automobile.

Abachi

BÉJAÏA

Le wali signe des arrêtés pour la protection de six sites historiques

Des arrêtés pour l’inscription de six sites historiques à l’inventaire du patrimoine culturel de la wilaya ont été signés ces derniers jours par le wali de Béjaïa. Des arrêtés pris en faveur de la protection des sites historiques suivants : «l’ensemble» de Cheikh Ahedad à Seddouk Oufella, la Qualaâ de Béni Abbès, l’aqueduc romain, le fort de Sidi Abdelkader, le fort de Gouraya et la grotte Afalou dans la commune de Melbou où furent, pour rappel, découverts des ossements datant de la préhistoire sont désormais classés. Ali Bedrici, wali de Béjaïa, s’est dit étonné de constater que les précieux vestiges historiques n’avaient pas été classés dans le registre du patrimoine historique durant toutes les années passées. L’initiative de la première autorité de la wilaya qui s’inscrit, lit-on dans un communiqué de presse, dans le cadre d’une action «soutenue» pour la sauvegarde du patrimoine d’une région constitue une première étape versun programme de restauration de ces témoins de la grandeur de la capitale des Hammadites.

A. Kersani

IL TUE POUR VENGER

SON PÈRE À BLIDA

Fin de cavale pour le meurtrier

Le 6 mai dernier, un jeune homme de 26 ans tue froidement à l’arme blanche un jeune de 21 ans au niveau du marché Guessab à Blida. Le mobile serait, selon les policiers de la 3^e sûreté urbaine qui ont enquêté sur cette affaire, une vengeance contre la victime qui avait agressé son père, un septuagénaire. En effet, le vieil homme avait, malencontreusement, renversé ce jour-là, par bicyclette, B. I., le jeune de 21 ans. En ce relevant, ce dernier gifla le vieillard. Son fils qui eut vent de cette agression tira vengeance de cette offense en lui portant plusieurs coups de couteau, l’atteignant au cœur. Son forfait accompli, ce présumé assassin prit la fuite et ne donna plus signe de vie. Cependant, il sera arrêté dimanche dernier et présenté le lendemain devant le juge d’instruction près le tribunal de Blida qui le plaça sous mandat de dépôt pour coups et blessures ayant entraîné la mort.

M. B.